

Analyse des Implications de la Mesure portant Interdiction des Paiements en Espèces en Monnaies Etrangères, à dater du 9 avril 2027 par la Banque Centrale du Congo

[Analysis of the Implications of the Measure Prohibiting Payments in Cash in Foreign Currencies from April 9, 2027 by the Central Bank of Congo]

Kazy Kazambua Kanyinda¹, Serge Mulumba wa Mulumba¹

¹Chercheurs au Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)

Kinshasa / République Démocratique du Congo

Auteur Correspondant : Kazy Kazambua Kanyinda,



Résumé : L'influence du taux directeur sur le taux de change est telle que, lorsque le premier est en hausse, les investisseurs préfèrent la monnaie locale dont la demande s'accroît et se renforce. A l'inverse de cette tendance, la monnaie locale devient moins attrayante et se déprécie.

En République Démocratique du Congo, ce lien est inefficace à cause de la dollarisation de l'économie nationale et le manque de contrôle du secteur informel. D'où, les réformes initiées par la Banque Centrale du Congo, portant interdiction des paiements en espèces en devises étrangères à dater du 09 avril 2027, représentent une approche de solution à cette équation.

L'efficacité de cette mesure dépend également d'autres facteurs tels que, le niveau de la bancarisation, la confiance dans la monnaie nationale et la discipline macroéconomique.

Mots-clés : Implication, interdiction, monnaie, BCC, RDC.

Abstract : The influence of the policy rate on the exchange rate is such that, when the former is rising, investors prefer the local currency whose demand increases and strengthens. In contrast to this trend, the local currency becomes less attractive and depreciates.

In the Democratic Republic of Congo, this link is ineffective because of the dollarization of the national economy and the lack of control over the informal sector. Hence, the reforms initiated by the Central Bank of Congo, banning cash payments in foreign currencies as of April 9, 2027, represent an approach to solving this equation.

The effectiveness of this measure also depends on other factors such as the level of banking activity, confidence in the national currency and macroeconomic discipline.

Keywords : Involvement, interdiction, currencies, CBC, DRC.

1. Introduction

Depuis des décennies, l'économie congolaise se réfère à la devise étrangère principalement le dollar américain, dans la constitution de la réserve de change, la fixation des prix des produits pétroliers, etc. Dans un tel contexte, le taux directeur fixé par la Banque Centrale du Congo (BCC), demeure inefficace pour impacter positivement le taux de change.

Le taux directeur étant un outil de politique monétaire, il est le taux d'intérêt fixé par la Banque Centrale, pour influencer les taux des banques commerciales, contrôler l'inflation et réguler la masse monétaire en circulation. Lorsque la Banque Centrale du Congo décide de son augmentation, les crédits deviennent plus chers, les emprunts diminuent et l'inflation aura une tendance à la baisse. C'est un instrument de décision. (Keynes, J.M., 1936)

Le taux de change pour sa part, est le prix d'une monnaie par rapport à une autre. Pour mesurer la valeur du franc congolais, déterminer le coût des importations et influencer les prix dans l'économie nationale, le taux de change sert de référence. C'est une conséquence du marché édictée par la loi de l'offre et de la demande de devises. Il est donc, le résultat de l'évolution des prix de marché. Les deux sont liés, mais ne signifient pas la même chose. (Keynes, J.M., 1936)

La stabilité du taux de change est l'une d'épineuses difficultés auxquelles sont confrontées les économies en Afrique Subsaharienne, surtout celles qui sont vulnérables aux chocs externes et dont les monnaies sont faibles pour résister aux causes internes. La République Démocratique du Congo (RDC), n'échappe pas à cette problématique.

Cette question mérite une attention particulière en raison de la dépendance accrue au dollar américain, qui handicape l'efficacité des instruments traditionnels de politique monétaire. De cette réalité, le taux directeur, principal outil de régulation monétaire utilisé par la Banque Centrale du Congo, peine à produire les effets escomptés sur les variables macroéconomiques, notamment le taux de change.

Théoriquement, au moyen de multiples canaux, notamment le crédit, l'épargne et les anticipations des agents économiques, le taux directeur impacte l'économie. La variation de ce taux affecte la masse monétaire en circulation ainsi que le niveau des prix et, aussi la valeur de la monnaie nationale. En outre, pour une économie fortement dépendante du dollar comme celle de la RDC, ces mécanismes de transmission sont affaiblis. Une portion importante des transactions s'effectue en devises étrangères, principalement en dollar américain, amenuisant ainsi l'impact des décisions de politique monétaire prises en faveur de la monnaie nationale.

Face à cette contrainte structurelle, les autorités monétaires congolaises ont engagé des réformes visant à renforcer l'usage du franc congolais (CDF) et à améliorer la traçabilité des transactions. Parmi ces mesures figure l'interdiction des paiements en espèces en devises étrangères, initiée par la Banque Centrale du Congo. Cette réforme s'inscrit dans une logique de dédollarisation progressive de l'économie et vise à rétablir l'efficacité de la politique monétaire en réintégrant les flux financiers dans le circuit formel. (BCC, 2026)

L'interdiction du cash en devises améliore la transmission du taux directeur, ce qui contribue à une meilleure stabilité du taux de change :

- La réduction de la dollarisation augmente la demande de franc congolais (CDF) et réduit la volatilité du taux de change ;
- La bancarisation des transactions en devises renforce la traçabilité et le contrôle monétaire ;
- L'efficacité du taux directeur reste conditionnée par la confiance dans la monnaie nationale et la discipline macroéconomique.

De ce qui précède, une question fondamentale se pose : dans quelle mesure l'interdiction des paiements en espèces en devises étrangères, permet-elle de renforcer l'efficacité du taux directeur dans la stabilisation du taux de change en RDC ? En d'autres termes, l'interdiction du cash en devises étrangères, constitue-t-elle un levier pertinent pour améliorer la transmission de la politique monétaire dans un contexte de dollarisation persistante ?

Pour répondre à cette question, ce travail s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle la réduction de l'usage des devises en espèces favorise une meilleure maîtrise de la liquidité en monnaie nationale, renforce la traçabilité des transactions et accroît l'influence

du taux directeur sur l'économie réelle. Toutefois, l'efficacité de cette réforme dépend également d'autres facteurs tels que, le niveau de bancarisation, la confiance dans la monnaie nationale et la discipline macroéconomique.

L'intérêt de cette analyse est double. Sur le plan théorique, elle permet d'enrichir la réflexion sur la transmission de la politique monétaire dans les économies dollarisées. En pratique, elle apporte un éclairage sur les réformes en cours en RDC et leurs implications pour la stabilité macroéconomique.

2. Littérature

La littérature économique relative à la relation entre le taux directeur et le taux de change est abondante et s'inscrit dans le cadre plus large de l'analyse des mécanismes de transmission de la politique monétaire. Plusieurs approches théoriques et empiriques permettent d'éclairer cette relation, en particulier dans les économies caractérisées par une forte dollarisation.

2.1. Approches théoriques du lien entre taux directeur et taux de change

Selon l'approche monétaire du taux de change, développée notamment par Robert Mundell et Marcus Fleming dans le cadre du modèle de Mundell-Fleming, une augmentation du taux directeur entraîne une hausse des taux d'intérêt domestiques, attirant ainsi les capitaux étrangers et provoquant une appréciation de la monnaie nationale. À l'inverse, une baisse du taux directeur tend à déprécier la monnaie. (Friedman, 1968)

Cependant, ces mécanismes supposent un environnement financier développé et une forte utilisation de la monnaie nationale, conditions rarement réunies dans les économies en développement.

2.2. Limites de la politique monétaire en économie dollarisée

Dans les économies dollarisées, la littérature souligne une perte significative d'autonomie de la politique monétaire. Selon plusieurs études du Fonds Monétaire International, la dollarisation réduit l'efficacité des instruments monétaires en affaiblissant les canaux de transmission traditionnels. (Ngongo, H., 2015)

En effet, lorsque les agents économiques préfèrent détenir et utiliser une devise étrangère, les variations du taux directeur en monnaie nationale ont un impact limité sur leurs décisions de consommation, d'investissement et d'épargne. Cette situation engendre une déconnexion entre la politique monétaire et l'économie réelle.

Des travaux empiriques sur les économies africaines montrent également que la dollarisation est souvent associée à une forte volatilité du taux de change, en raison de la dépendance aux devises étrangères et de la faiblesse des institutions financières. (Ngongo, H., 2015)

2.3. Dédollarisation et efficacité de la politique monétaire

Face à ces contraintes, plusieurs auteurs préconisent des politiques de dédollarisation visant à restaurer le rôle de la monnaie nationale. Ces politiques incluent notamment la promotion des paiements en monnaie locale, le développement du système bancaire et le renforcement de la crédibilité des autorités monétaires. (Kahomba, J.B., 2025)

Ainsi, la mesure portant interdiction des paiements en espèces en devises par la BCC qui entrera en vigueur à dater du 09 avril 2027, s'inscrit dans cette logique. Elle vise à réduire l'utilisation informelle du dollar et à orienter les transactions vers des circuits formels et traçables. Selon certaines analyses, une telle mesure peut améliorer la transmission de la politique monétaire en augmentant la part des transactions libellées en monnaie nationale.

2.4. Traçabilité des transactions et contrôle monétaire

La traçabilité des transactions est un élément central dans la mise en œuvre efficace de la politique monétaire. En favorisant les paiements électroniques et bancaires, les autorités peuvent mieux contrôler la masse monétaire et détecter les flux financiers.

Des études récentes mettent en évidence le rôle des technologies financières dans l'amélioration de la transparence et de l'efficacité des systèmes financiers. Dans ce cadre, la formalisation des transactions constitue un levier important pour renforcer la stabilité du cadre macroéconomique.

2.5. Limites et défis des politiques de dédollarisation

Toutefois, la littérature souligne également les limites de ces réformes. Leur succès dépend de plusieurs facteurs, notamment le niveau de confiance dans la monnaie nationale, la stabilité macroéconomique et le degré d'inclusion financière. (Blanchard, 2021)

Dans les contextes où le secteur informel est dominant, les mesures de restriction peuvent entraîner des comportements de contournement, tels que le développement de marchés parallèles. Par conséquent, la dédollarisation doit s'accompagner de politiques complémentaires visant à renforcer les institutions économiques et financières.

3. Matériels et méthodes

Pour aborder cette étude, nous avons opté pour la méthode analytique, en vue de traiter les informations récoltées au cours de nos investigations. L'entrevue a aidé à nous renseigner auprès des personnes ressources, sur la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo.

4. Analyse, traitement et interprétation des résultats

Sur la base des éléments recueillis, il ressort que l'efficacité du taux directeur en RDC est étroitement liée au degré de dollarisation de l'économie. L'interdiction des paiements en espèces en devises étrangères pourrait ainsi constituer un levier important pour améliorer la transmission de la politique monétaire. Il convient dès lors d'examiner plus en profondeur le contexte spécifique de la RDC, et les mécanismes de mise en œuvre de la décision de l'autorité monétaire.

Le relèvement du taux directeur réduit généralement la masse monétaire et peut entraîner une appréciation de la monnaie nationale. (Mishkin, F.S., 2019). Les variations des taux d'intérêt influencent directement les mouvements du taux de change à travers les flux de capitaux internationaux. (Krugman, P. et al., 2018). Dans les économies fortement dollarisées, la politique monétaire perd une partie de son efficacité sur le marché des changes. (Blanchard, 2021)

Suivant le rapport de la Banque Centrale du Congo sur la politique monétaire 2024-2025, il est indiqué que, le maintien d'un taux directeur élevé vise principalement la stabilité du franc congolais et la maîtrise de l'inflation. (BCC, 2026). Le canal du taux de change demeure le principal mécanisme de transmission de la politique monétaire en RDC. La dollarisation réduit considérablement l'impact du taux directeur sur l'économie réelle en République Démocratique du Congo. (Kaomba M., 2025). Le taux de change constitue l'un des principaux déterminants de l'inflation en République Démocratique du Congo. (Ngongo, H., 2015).

L'interdiction des paiements en devises étrangères vise à renforcer l'utilisation du franc congolais et à améliorer l'efficacité de la politique monétaire. Elle justifie ainsi l'interdiction future des paiements en devises étrangères comme une stratégie de consolidation du franc congolais. (BCC, 2026). A partir du 12 avril 2027, aucune personne physique ou morale, ne sera plus autorisée à effectuer des transactions en monnaies étrangères. Une décision prise lors de la réunion du comité de politique monétaire du 09 avril 2026 (BCC, 2026). Cette mesure vise à :

- Renforcer la traçabilité du flux financier ;
- Améliorer la transparence des opérations ;
- Lutter contre la corruption ;
- Renforcer la sécurisation des approvisionnements en billets des banques en monnaies étrangères ;
- Poursuivre la lutte contre les risques de blanchiment de capitaux et de financement de terrorisme ;
- Harmoniser les procédures de change sur l'ensemble du territoire national ;
- Assécher les circuits informels.

Par cette politique, la République Démocratique du Congo entend également, à travers la BCC, aligner son architecture monétaire sur les meilleurs standards internationaux.

Conclusion

La question principale de cette analyse est celle de savoir, dans quelle mesure l'interdiction des paiements en espèces en devises étrangères permet-elle de renforcer l'efficacité du taux directeur dans la stabilisation du taux de change en RDC ?

A la suite de l'injection de 50 millions de dollars américains durant le dernier semestre 2025, le cadre macroéconomique est demeuré relativement stable. Ce qui, du reste, a influencé positivement l'appréciation du Franc Congolais face à la devise américaine. Le taux de change est resté presque stable de décembre 2025 à juin 2026.

Avec l'entrée en vigueur de la mesure portant interdiction aux banques commerciales d'importer les devises étrangères en liquide, en interdisant à toute personne physique ou morale d'effectuer les paiements en espèces en monnaies étrangères, tout en s'arrogeant le monopole de l'importation exclusive du dollar américain, la Banque Centrale aura ainsi le contrôle des opérations monétaires. Par conséquent, la mesure prise par l'autorité monétaire va renforcer l'efficacité du taux directeur tout en assurant la stabilité du taux de change.

Références

- [1]. BCC (2026), *Directive relative à l'interdiction des paiements en espèces en monnaies étrangères en République Démocratique du Congo*. BCC.
- [2]. Blanchard (2021) *Macroeconomics*, Paris, Pearson Education.
- [3]. Friedman (1968), *The role of monetary policy*, American Economic Review.
- [4]. Kaomba, J.B. (2025). *La typologie des canaux de transmission de la politique monétaire en République Démocratique du Congo : diagnostic et bases de remédiations*.
- [5]. Kaomba, J.B. (2025). *Les limites et contraintes des canaux de transmission de la politique monétaire en République Démocratique du Congo*, Revue Française d'Économie et de Gestion.
- [6]. Keynes, J. M. (1936), *The general theory of employment, interest and money*, Macmillan.
- [7]. Krugman, P. et al. (2018), *International economics: Theory and policy*, Paris, Pearson Education.
- [8]. Mishkin, F. S. (2019), *The economics of money, banking and financial markets*, Paris, Pearson Education.
- [9]. Ngongo, H. (2015). *Les indicateurs avancés de l'inflation en RD Congo*, Mémoire, inédit, Université de Kinshasa.